Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Fascisme, extrême droite, droite extrême (Europe) > **Europe centrale - Pologne, Hongrie : ce que font les droites extrêmes au pouvoir**

À DROITE TOUTE

Europe centrale - Pologne, Hongrie : ce que font les droites extrêmes au pouvoir

dimanche 7 mai 2017, par [POINSSOT Amélie](#) (Date de rédaction antérieure : 4 mai 2017).

A Varsovie et Budapest, des droites ultraconservatrices sont aux manettes. Deux pays au cœur de l'Europe, et deux gouvernements qui ont imposé le repli national et une législation ultraconservatrice. Nul besoin d'aller très loin pour se rendre compte de ce que ferait le Front national une fois au pouvoir...

Il a récolté 51 % des voix. Face à 51 % d'abstention. En mai 2015, Andrzej Duda, candidat du PiS (Droit et Justice), est élu président de la Pologne. Cinq mois plus tard, le parti décroche la majorité absolue au Parlement avec 37 % des voix (49 % d'abstention) et un gouvernement est formé sous la direction de Beata Szydło. Quelques années plus tôt, en Hongrie, le Fidesz (Union civique hongroise) remportait les élections législatives avec 52 % des voix. Face à 45 % d'abstention. Il formait un exécutif sous la houlette de Viktor Orbán, lequel sera reconduit à la suite des élections de 2014 dont il sort également victorieux (44 % des voix, 40 % d'abstention).

Pologne, Hongrie : deux pays au cœur de l'Europe ; deux gouvernements qui vont, dans chaque segment de leur société, imposer le repli national et une législation ultraconservatrice ; deux majorités qui vont se donner tous les moyens pour rester au pouvoir. Tableau clinique d'une dérive où l'on retrouve plusieurs éléments du programme du Front national.

Avril 2011. Le nouveau pouvoir hongrois commence par un retour à l'ordre moral.

L'Assemblée nationale hongroise, dominée aux deux tiers par les députés du Fidesz élus un an plus tôt, peut modifier la Constitution. Elle adopte un texte qui introduit des références aux racines chrétiennes, à « l'histoire millénaire » du pays, au mariage entre un homme et une femme, et à la protection de la vie dès son commencement (ce qui ouvre la voie à l'interdiction de l'avortement, finalement pas adoptée).

Automne 2016. Le gouvernement polonais propose un projet de loi d'interdiction totale de l'avortement (l'IVG n'est autorisée en Pologne qu'en cas de viol, d'inceste, de mise en danger de la santé de la mère ou de malformation du fœtus). L'exécutif recule finalement sous la pression de la rue, mais la préparation d'un nouveau projet de restriction d'accès à l'interruption volontaire de grossesse est en cours.

Deux ans après avoir fait voter la nouvelle constitution, Viktor Orbán s'en prend aux institutions judiciaires. Il fait adopter un amendement qui retire à la Cour constitutionnelle une grande partie de ses pouvoirs, l'empêche de statuer sur le fond et lui interdit de se référer à sa jurisprudence antérieure. Quelques mois plus tard, une nouvelle modification instaure la détention provisoire illimitée. Parallèlement, Viktor Orbán réforme le système électoral hongrois et redessine les circonscriptions du pays à l'avantage de son parti, ce qui l'aidera à remporter à nouveau les

élections en 2014 (il perd toutefois à l'occasion d'un scrutin partiel un an plus tard la majorité des deux tiers qui lui avait permis jusque là de modifier la Constitution et de faire adopter des lois en se passant de débat au Parlement).

Décembre 2015. La première mesure mise en place par le gouvernement Szydło (dirigé en sous-main par Jarosław Kaczyński, le président du PiS) est la modification des statuts du Tribunal constitutionnel, dont il vise à paralyser l'action. Il y nomme cinq personnes, puis impose une majorité qualifiée des deux tiers et un quorum de treize membres (sur quinze juges) pour toute décision prise par ce qui est l'équivalent polonais du Conseil constitutionnel. Cette réforme provoque une première série de manifestations massives dans tout le pays, mais le gouvernement ne bouge pas d'un pouce.

À plusieurs reprises sous les deux mandats Orbán, des offensives visent à prendre le contrôle des médias publics et à éteindre les médias indépendants. Le Fidesz développe un empire médiatique privé, qui passe largement sous silence les manifestations d'opposition. Dès les premiers mois de son arrivée au pouvoir, il réunit l'ensemble des médias publics au sein d'une superstructure (la MTVA) et des dizaines de journalistes sont licenciés. Un organe de contrôle est en outre créé pour surveiller les médias publics et privés, un « conseil des médias » dont les membres, qui appartiennent tous au Fidesz, sont nommés directement par le gouvernement. Ce conseil dispose d'un droit d'inspection, peut infliger des amendes (jusqu'à 700 000 euros pour les télévisions et 89 000 euros pour les sites internet) lorsque les productions « ne sont pas équilibrées politiquement » ou « portent atteinte à la dignité humaine », et peut forcer les journalistes à révéler leurs sources sur des questions liées à la sécurité nationale. La presse d'opposition fait les frais de cette politique. En octobre dernier, le titre et le site internet du principal journal de gauche hongrois, Népszabadság, sont suspendus.

En Pologne, l'exécutif Szydło fait également adopter dès les premiers mois une loi pour prendre le contrôle des médias publics : la nomination comme la révocation de leurs directions deviennent une compétence du ministre du trésor. Très vite, l'audiovisuel public polonais se voit imposer une ligne éditoriale progouvernementale. Les journaux de la télévision TVP se transforment ainsi en bulletins de propagande et plus de trois cents journalistes sont licenciés de la chaîne. Le gouvernement ne cesse d'attaquer verbalement la presse d'opposition. La revue de gauche Krytyka Polityczna se voit retirer ses subventions. En décembre dernier, à l'occasion du vote du budget, le PiS limite l'accès des médias au Parlement et soumet un projet visant explicitement à restreindre le nombre de journalistes accrédités à la Diète. Devant la mobilisation, le gouvernement est finalement obligé de reculer.

Face à l'arrivée en Europe des réfugiés fuyant la guerre, la Hongrie se voit imposer une xénophobie d'État. Viktor Orbán fait fermer les frontières de son pays puis refuse de participer au programme de « relocalisation » péniblement mis sur pied par les Européens afin de répartir l'accueil de ces exilés et soulager l'Italie et la Grèce, plus exposées que les autres États membres. Le premier ministre hongrois dépose même un recours auprès de la Cour de justice de l'Union européenne et, un an plus tard, il organise un référendum pour monter son peuple contre la solidarité européenne. « Voulez-vous que l'Union européenne soit en mesure de décider l'installation de citoyens non hongrois sans l'aval du Parlement ? » demande-t-il aux citoyens hongrois (le référendum n'obtient toutefois pas un niveau de participation suffisant). La Hongrie, qui devait accueillir 1 294 demandeurs d'asile, n'accueille au bout du compte aucun réfugié dans le cadre du programme, qui prévoyait la répartition de 160 000 réfugiés sur le continent européen.

Absence d'opposition forte et structurée

Parvenu au pouvoir au moment du pic de l'arrivée des réfugiés, le gouvernement PiS refuse

également de coopérer à ce programme de « relocalisation ». Aucun demandeur d'asile n'est accueilli sur le sol polonais (comme le montre cette carte, régulièrement mise à jour par l'IOM). Le discours politique au sommet de l'État devient un discours de repli national, ouvertement raciste. Pendant la campagne électorale de l'automne 2015, Jarosław Kaczyński, le cerveau du PiS, va jusqu'à accuser les réfugiés de répandre des maladies. « Il y a d'ores et déjà des signes de l'émergence de maladies très dangereuses que l'on n'avait pas rencontrées en Europe depuis longtemps, déclare-t-il. Choléra sur les îles grecques, dysenterie à Vienne, divers types de parasites et bactéries qui ne sont pas dangereuses pour les organismes de ces gens mais qui pourraient être dangereuses ici. »

Derrière un discours d'apparence protectrice tourné vers ses électeurs, Viktor Orbán poursuit une politique ultralibérale tout en favorisant les intérêts de son clan. En 2012, son gouvernement met en place des impôts sectoriels visant les banques et les télécommunications. Conséquences : les frais bancaires et les forfaits de téléphonie et d'internet en Hongrie sont parmi les plus élevés de l'Union européenne. L'impôt sur le revenu, lui, reste non progressif, à un taux fixe de 15 %, tandis que l'impôt sur les entreprises est abaissé, en janvier dernier, de 19 à 9 %. Des proches du premier ministre s'enrichissent considérablement pendant qu'il est au pouvoir : en 2015, selon le magazine économique Forbes Hongrie, les avoirs de la famille Orbán s'élèvent à 6,9 milliards de forints (soit plus de 22 millions d'euros). Les affaires de corruption et de détournements de fonds se multiplient. Selon l'Office européen de lutte anti-fraude, la Hongrie compte parmi les trois États membres de l'UE où les fonds détournés sont les plus importants.

Le PiS cherche également à se faire passer pour un parti aux préoccupations sociales et c'est ainsi qu'il a conquis une grande partie des voix des laissés-pour-compte du virage ultralibéral pris par la Pologne dans les années 1990. Mais son discours protecteur ne se traduit dans les faits que par deux mesures : la mise en place, dès ses premières semaines au pouvoir, d'une allocation mensuelle de 500 zlotys (environ 115 euros) par enfant à partir de la deuxième naissance ; et l'abaissement de l'âge de départ à la retraite de 67 à 65 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes. Ces mesures ne s'accompagnent pas de réformes de fond pour modifier le système ultralibéral sur lequel repose l'économie polonaise. Rien n'est prévu par exemple pour lutter contre le recours des employeurs aux « contrats poubelles » qui leur permettent de ne pas avoir à payer de cotisations sociales à des salariés forcés de devenir des auto-entrepreneurs ; rien n'est prévu non plus pour développer les logements sociaux (quasi inexistantes en Pologne), accompagner les chômeurs, ou encore introduire davantage de progressivité dans l'impôt sur le revenu. L'allocation familiale, que le PiS brandit comme gage de sa politique visant les plus démunis, est par ailleurs une mesure dénuée de justice sociale puisqu'elle est distribuée indépendamment des ressources des ménages et aboutit à d'importantes inégalités : un foyer aisé doté de trois enfants touche 1000 zlotys par mois tandis qu'une famille monoparentale sans revenu avec un enfant ne perçoit aucune aide. Cette allocation n'a pas non plus pour but de favoriser l'emploi des femmes : ni aides à la garde d'enfants ni construction de crèches ne sont programmées pour l'instant.

Depuis son arrivée au pouvoir, le Fidesz revisite le passé du pays pour écrire un nouveau récit national. Il met en avant la nostalgie de la « Grande Hongrie » d'avant la Première Guerre mondiale, multiplie les gestes en direction des Hongrois au-delà des frontières, et cultive une vision du pays victime de l'Histoire, malmené par les grandes puissances. Les écoles publiques sont désormais pilotées depuis Budapest, au détriment des municipalités, le choix des manuels scolaires plus réduit. Et les universités et ONG étrangères sont dans le collimateur des autorités. Début avril, le président hongrois Janos Ader annonce une loi qui prive de licence les instituts d'enseignement étrangers ne disposant pas de campus dans leur pays d'origine. Cette disposition vise en réalité l'université d'Europe centrale à Budapest, financée par le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros et fondée peu après la chute du communisme. L'annonce de cette mesure a suscité le

plus gros mouvement de protestation depuis l'arrivée d'Orbán au pouvoir. La loi a été promulguée le lendemain.

En Pologne, le PiS fait une croix sur tout le travail de mémoire entrepris sur la Shoah depuis les années 1990. Il remet en cause les travaux d'historiens sur l'attitude des Polonais pendant la guerre, comme celui du chercheur très réputé Jan Gross, et ambitionne de modifier les programmes scolaires. En août dernier, il dépose un projet de loi visant à protéger la « réputation » et la « dignité » de la nation polonaise. Ce texte fait encourir une peine allant jusqu'à trois ans de prison et une amende à quiconque déclarerait publiquement que des Polonais - ou l'État polonais - seraient responsables de crimes commis par les nazis ou auraient collaboré avec eux. Le président Andrzej Duda avait annoncé la couleur dès l'arrivée du PiS au pouvoir, esquissant les grandes lignes de ce qu'il appelait déjà une « stratégie de politique historique polonaise » : dans un discours aux représentants des musées et institutions culturelles du pays, il avait demandé de « galvaniser le nationalisme polonais et de renoncer aux narratifs qui déshonoraient la Pologne ».

En Hongrie comme en Pologne, le Fidesz et le PiS sont issus de la droite conservatrice. Ils ont pris leur essor sur la critique de la transition postcommuniste. Ils ont chacun, à leur droite, des formations plus extrémistes qu'eux (Jobbik pour le Fidesz, Mouvement Korwin et KNP pour le PiS). À l'inverse d'un Front national engagé depuis des années dans une entreprise de dédramatisation pour accéder au pouvoir, ces partis au départ plutôt mainstream se sont radicalisés précisément dans l'exercice du pouvoir.

Cette expérience du pouvoir ne les a pas affaiblis. Au contraire. Ces droites ultraconservatrices bénéficient de l'absence d'une opposition forte et structurée. En Hongrie, le Fidesz a été reconduit en 2014 après avoir mis en place, au cours de son premier mandat, un cadre institutionnel très favorable à sa réélection. En Pologne, si le PiS a dû affronter des protestations massives dans la rue, il n'a reculé qu'une fois sur un projet de réforme (l'interdiction totale de l'IVG) et compte toujours un noyau dur de fidèles électeurs. Et, pour la première fois dans l'histoire polonaise d'après 1989, il dispose d'une majorité absolue au Parlement comme au Sénat.

L'étouffement des médias et la mise sous cloche des libertés fondamentales ne sont pas que des reculs symboliques. L'exploitation des plus démunis est beaucoup plus facile en l'absence de contre-pouvoirs. En Pologne, depuis l'année dernière, une affaire concernant des handicapés exclus de soins médicaux est ignorée par les autorités judiciaires. Les victimes exigent que l'avis du Tribunal constitutionnel soit respecté et qu'elles soient indemnisées comme prévu. Elles attendent toujours.

L'accès au pouvoir suprême a donné une large caisse de résonance aux idées du Fidesz et du PiS. À l'échelle nationale comme à l'échelle européenne, ces deux partis contribuent à la droitisation de l'électorat et à la propagation d'une parole officielle xénophobe. À l'instar de l'échec du programme de relocalisation des réfugiés, les dégâts causés par leur politique sont lourds et durables. Malgré ses nombreux avertissements et procédures lancés contre Budapest et Varsovie, l'Union européenne ne parvient pas à freiner ces dérives autoritaires. L'impact d'une droite extrême au pouvoir ne se limite pas à la durée d'un mandat.

Amélie Poinssot

P.-S.

*

<https://www.mediapart.fr/journal/international/040517/pologne-hongrie-ce-que-font-les-droites-extremes-au-pouvoir?onglet=full>